

ARRÊTÉ MUNICIPAL N°2024-156

REGLEMENTATION DE LA CIRCULATION ET DU STATIONNEMENT 1 PLACE DE LA MAIRIE

Le Maire de la Commune de Jonquières Saint Vincent,

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment l'article L2213-6 ;
Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales ;
Vu la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état ;
Vu le Code Général des Propriétés des Personnes Publiques et notamment l'article L3111.1 ;
Vu le Code de l'Urbanisme notamment ses articles L421-1 et suivants ;
Vu le Code de la Voirie Routière ;
Vu le Code de la Route notamment l'article L411-1 ;
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié) ;

Considérant la demande en date du 13 Mai 2024 présentée par AVENIR HYGIENE MULTISERVICES, 32 Rue St Laurent, 30900 NIMES;

ARRÊTÉ

Article N°1 : AVENIR HYGIENE MULTISERVICES est autorisée à occuper le domaine public avec un camion nacelle immatriculé AL-135-YW pour la pose de pics anti-pigeons sur la toiture de la Mairie du 23 au 24 Mai 2024 de 8h00 à 17h00 de 08h00 à 17h00

Le stationnement est interdit au droit du chantier.

Par dérogation, cette mesure ne s'applique pas aux véhicules de chantier.

La circulation est sur demi-chaussée.

Article N°2 : La signalisation réglementaire conforme aux dispositions de l'Instruction Interministérielle sur la signalisation routière sera mise en place par la bénéficiaire.

Article N°3 : Les dispositions définies par le présent arrêté prendront effet le jour de la mise en place de la signalisation.

Article N°4 : Monsieur le Directeur Général des Services et les agents placés sous son autorité sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la publication, de la notification et de l'exécution du présent arrêté, dont ampliation sera transmise à Monsieur le Commandant de Gendarmerie de Bouillargues / Bellegarde.

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, et informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux dans un délai de deux mois à compter de sa publication, ou être déféré dans les mêmes conditions de délai devant le Tribunal Administratif de Nîmes. Le tribunal peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet « www.telerecours.fr »

Fait à Jonquières Saint Vincent, le 13 Mai 2024
Le Maire, Jean-Marie FOURNIER

